

Vu l'avis émis le 23 mars 1999 par le Comité du Service du contrôle administratif de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition de notre Ministre des Affaires sociales;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 323 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, est abrogé.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mars 1999.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 novembre 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

Gelet op het advies uitgebracht op 23 maart 1999 door het Comité van de Dienst voor administratieve controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

Gelet op het advies van de Raad van State;
Op de voordracht van onze Minister van Sociale Zaken;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 323 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt opgeheven.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 maart 1999.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 november 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE

F. 1999 — 3944

[C — 99/24087]

8 DECEMBRE 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 septembre 1974 concernant l'ouverture, le transfert et la fusion d'officines pharmaceutiques ouvertes au public

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, notamment l'article 4, § 3, 1°, remplacé par la loi du 13 mai 1999 et l'article 4, §§ 3^{ter}, 3^{quater} et 3^{quinquies}, insérés par la loi du 13 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 25 septembre 1974 concernant l'ouverture, le transfert et la fusion d'officines pharmaceutiques ouvertes au public, modifié par les arrêtés royaux des 19 avril 1977, 16 décembre 1981, 23 décembre 1983, 17 février 1988, 18 octobre 1994, 3 avril 1997, 3 mars 1999 et 25 mars 1999;

Vu l'avis émis les 7 et 13 septembre 1999 par les organisations professionnelles pharmaceutiques les plus représentatives;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 5 octobre 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 octobre 1999;

Vu la délibération du Conseil des ministres le 8 octobre 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 30 novembre 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 25 septembre 1974 concernant l'ouverture, le transfert et la fusion d'officines pharmaceutiques ouvertes au public, modifié par les arrêtés royaux des 19 avril 1977, 16 décembre 1981 et 25 mars 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un § 3^{bis}, s'énonçant comme suit :

« § 3^{bis}. Par dérogation aux §§ 2 et 3, pour les demandes introduites après l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 8 décembre 1999 modifiant l'arrêté royal du 25 septembre 1974 concernant l'ouverture, le transfert et la fusion d'officines pharmaceutiques ouvertes au public, l'implantation d'une officine complémentaire peut être autorisée :

a) si la pharmacie la plus proche se trouve à au moins 1 km de l'officine projetée et si cette dernière couvre les besoins d'au moins 2 500 habitants;

N. 1999 — 3944

[C — 99/24087]

8 DECEMBER 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 september 1974 betreffende de opening, de overbrenging en de fusie van voor het publiek opengestelde apotheken

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, inzonderheid op artikel 4, § 3, 1°, vervangen bij de wet van 13 mei 1999, en op artikel 4, §§ 3^{ter}, 3^{quater} en 3^{quinquies}, ingevoegd bij de wet van 13 mei 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 september 1974 betreffende de opening, de overbrenging en de fusie van voor het publiek opengestelde apotheken, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 april 1977, 16 december 1981, 23 december 1983, 17 februari 1988, 18 oktober 1994, 3 april 1997, 3 maart 1999 en 25 maart 1999;

Gelet op het advies verstrekt op 7 en 13 september 1999 door de meest representatieve farmaceutische beroepsorganisaties;

Gelet op het advies van de Inspectie van financiën, gegeven op 5 oktober 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 6 oktober 1999;

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 8 oktober 1999 over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 30 november 1999 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, en op het advies van Onze in Raad vergaderde ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 25 september 1974 betreffende de opening, de overbrenging en de fusie van voor het publiek opengestelde apotheken, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 april 1977, 16 december 1981 en 25 maart 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° een § 3^{bis} wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3^{bis}. In afwijking van de §§ 2 en 3 kan, voor de aanvragen die worden ingediend na de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 8 december 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 september 1974 betreffende de opening, de overbrenging en de fusie van voor het publiek opengestelde apotheken, de vestiging van een bijkomende apotheek worden toegestaan :

a) indien de dichtstbijgelegen apotheek zich op minstens 1 km bevindt van de geplande apotheek en indien deze laatste de behoeften dekt van ten minste 2 500 inwoners;

b) si la pharmacie la plus proche se trouve à au moins 3 km de l'officine projetée et si cette dernière couvre les besoins d'au moins 2 000 habitants;

c) si la pharmacie la plus proche se trouve à au moins 5 km de l'officine projetée et si cette dernière couvre les besoins d'au moins 1 500 habitants. »;

2° il est inséré un § 5bis, s'énonçant comme suit :

« § 5bis. Par dérogation aux §§ 4 et 5, pour les demandes introduites après l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 8 décembre 1999, visé au § 3bis, le transfert d'une officine existante peut être autorisé :

1° s'il est satisfait aux dispositions du § 2 ou § 3bis, ou

2° s'il s'agit d'un transfert dans la proximité immédiate, étant entendu qu'un transfert dans un rayon de 100 mètres est toujours considéré comme un transfert dans la proximité immédiate, ou

3° si, d'une part, le transfert a lieu dans la même commune ou dans une commune limitrophe, dans ce dernier cas pour autant qu'après le transfert, le nombre d'officines par habitant, dans la commune où l'officine est fermée, ne soit pas inférieur au nombre d'officines pouvant être ouvertes en application des critères fixés au § 2 ou au § 3bis, et si d'autre part, il en résulte une meilleure répartition géographique ou démographique des officines par rapport à la situation antérieure au transfert.

Une officine ouverte au public n'entre en considération en vue d'un transfert que lorsqu'elle est autorisée depuis au moins cinq ans à l'endroit où elle est implantée, sauf en cas de force majeure. »;

3° il est ajouté un § 7, rédigé comme suit :

« § 7. Un transfert temporaire est interdit, quand il ne se fait pas dans la proximité immédiate et lorsqu'un délai maximum de trois ans est dépassé.

Une demande qui vise le même lieu d'implantation temporaire ne peut pas être réintroduite ou renouvelée par le même demandeur. ».

Art. 2. A l'article 1^{er}bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 18 octobre 1994 et modifié par l'arrêté royal du 3 mars 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Pendant une période de dix ans prenant cours au 8 décembre 1999, le nombre maximum d'officines pharmaceutiques ouvertes au public est égal au nombre d'officines pour lesquelles une autorisation a été délivrée à cette date.

A ce nombre il faut ajouter le nombre d'autorisations accordées sur la base des demandes introduites avant le 8 décembre 1994.

Ce nombre est diminué du nombre d'officines qui sont fermées définitivement, sans préjudice de l'application éventuelle de l'article 15sexies »;

2° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Pendant la période qui prend cours au 8 décembre 1999 et qui expire le 8 décembre 2009, aucune demande et aucun renouvellement de demandes d'autorisation visant l'ouverture d'une officine ouverte au public ne peuvent être introduites, à l'exception des demandes qui pourraient être introduites pour des raisons de santé publique, sur la base de l'article 15sexies. ».

Art. 3. L'article 2, § 1^{er}, 2° du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 19 avril 1977, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° le demandeur qui sollicite un transfert dans la même commune ou dans une commune limitrophe qui contribue à améliorer la répartition des officines. ».

b) indien de dichtstbijgelegen apotheek zich op minstens 3 km bevindt van de geplande apotheek en indien deze laatste de behoeften dekt van ten minste 2 000 inwoners;

c) indien de dichtstbijgelegen apotheek zich op minstens 5 km bevindt van de geplande apotheek en indien deze laatste de behoeften dekt van ten minste 1 500 inwoners. » ;

2° een § 5bis wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 5bis. In afwijking van de §§ 4 en 5 kan, voor de aanvragen die worden ingediend na de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 8 december 1999, bedoeld in § 3bis, de overbrenging van een bestaande apotheek worden toegestaan :

1° indien is voldaan aan de bepalingen van § 2 of § 3bis, of

2° indien het gaat om een overbrenging in de onmiddellijke nabijheid, met dien verstande dat een overbrenging binnen een straal van 100 meter altijd wordt beschouwd als een overbrenging in de onmiddellijke nabijheid, of

3° indien de overbrenging, enerzijds, plaatsvindt in dezelfde gemeente of in een aangrenzende gemeente, in het laatste geval voorzover het aantal apotheken per inwoner, in de gemeente waarin de apotheek wordt gesloten, na de overbrenging niet lager ligt dan het aantal dat met toepassing van de criteria bepaald in § 2 of § 3bis geopend kan worden, en ze, anderzijds, een betere geografische of demografische spreiding van de apotheken tot gevolg heeft, in vergelijking met de toestand vóór de overbrenging.

Een voor het publiek opengestelde apotheek komt slechts in aanmerking voor overbrenging indien ze ten minste vijf jaar vergund is voor de plaats waar ze gevestigd is, behoudens in geval van overmacht. »;

3° een § 7 wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« § 7. Een tijdelijke overbrenging is verboden, indien ze niet in de onmiddellijke nabijheid gebeurt en indien ze een termijn van maximum drie jaar overschrijdt.

De aanvraag die op dezelfde tijdelijke vestigingsplaats betrekking heeft, kan niet opnieuw worden ingediend of hernieuwd door dezelfde aanvrager. ».

Art. 2. In artikel 1bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 oktober 1994 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Het maximum aantal voor het publiek opengestelde apotheken is, voor een periode van tien jaar welke ingaat op 8 december 1999, gelijk aan het aantal apotheken waarvoor op die datum een vergunning is verleend.

Dit aantal wordt verhoogd met het aantal vergunningen die worden verleend op basis van de aanvragen die werden ingediend vóór 8 december 1994.

Dit aantal wordt verlaagd met het aantal apotheken die definitief gesloten zijn, onverminderd de eventuele toepassing van artikel 15sexies. »;

2° § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. Gedurende de periode die ingaat op 8 december 1999 en die eindigt op 8 december 2009, kunnen er geen aanvragen of hernieuwde aanvragen tot vergunning voor de opening van een voor het publiek opengestelde apotheek worden ingediend, behalve de aanvragen die zouden kunnen worden ingediend, om redenen van volksgezondheid, op basis van artikel 15sexies. ».

Art. 3. Artikel 2, § 1, 2° van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 19 april 1977, wordt vervangen als volgt :

« 2° aan de aanvrager die om een overbrenging in dezelfde gemeente of aangrenzende gemeente verzoekt zodat de spreiding der apotheken erdoor verbeterd wordt. ».

Art. 4. L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. § 1^{er}. L'autorisation de fusionner deux ou plusieurs officines peut être accordée à condition :

— qu'elles soient situées dans la même commune ou dans une commune limitrophe;

— qu'après fusion, le nombre d'officines dans chaque commune concernée ne soit pas inférieur au nombre d'officines pouvant être autorisées en application de l'article 1^{er}, § 2, et

à condition que l'officine qui serait fermée après la fusion concernée, ne se trouve pas à une distance visée à l'article 1^{er}, § 3bis, a, b ou c, par rapport à l'officine la plus proche, et couvre les besoins du nombre minimum d'habitants correspondant à cette distance.

§ 2. Durant une période de dix ans, aucune officine ne peut être ouverte ou transférée dans un rayon de 1,5 km autour de la pharmacie qui demeure après la fusion.

Le transfert d'une officine existante à l'intérieur de cette zone peut néanmoins être autorisé dans un rayon de 100 mètres ou en cas de force majeure. » .

Art. 5. A l'article 4 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 19 avril 1977 et modifié par les arrêtés royaux des 16 décembre 1981, 23 décembre 1983 et 3 avril 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Le demandeur doit joindre au moins les documents suivants au formulaire précité :

1. Un plan détaillé à l'échelle sur lequel le demandeur indique avec précision :

— en cas d'ouverture ou de transfert :

le lieu d'implantation (le cas échéant le plan de construction), le lieu d'établissement des officines les plus proches et la distance jusqu'à ces dernières, ainsi que la zone d'influence prévue de la pharmacie projetée, chiffres de population à l'appui, délivrés par un service officiel;

— en cas de transfert dans la proximité immédiate :

le lieu d'implantation des officines les plus proches et la distance jusqu'à ces dernières, le lieu d'établissement des pharmacies actuelles et de l'officine projetée, ainsi que la distance du transfert;

— en cas de fusion :

le lieu d'implantation des pharmacies les plus proches et la distance jusqu'à ces dernières, ainsi que le lieu d'implantation des officines à fusionner et la distance entre celles-ci.

2. La preuve que le demandeur autorisé à cet effet peut disposer du lieu d'implantation sollicité.

3. Une photocopie légalisée du diplôme de pharmacien ou, pour une personne juridique, une copie des statuts complets et éventuellement la décision de procuration à la personne mandatée qui introduit la demande.

4. En cas de transfert ou de fusion, la preuve que le demandeur est le détenteur légitime de l'autorisation relative à la pharmacie visée. »;

2° il est inséré un § 2bis, rédigé comme suit :

« § 2bis. Par dérogation au § 2, pour les demandes introduites après l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 8 décembre 1999 modifiant l'arrêté royal du 25 septembre 1974 concernant l'ouverture, le transfert et la fusion d'officines pharmaceutiques ouvertes au public, l'examen de la demande est subordonné au paiement d'une rétribution :

— pour l'ouverture d'une officine, le transfert d'une officine existante hors de sa proximité immédiate ou un renouvellement : 150 000 francs;

— pour un transfert à proximité immédiate : 40 000 francs;

— pour une fusion : 50 000 francs;

— pour un transfert temporaire à proximité immédiate : 15 000 francs.

Art. 4. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. § 1. De vergunning tot fusie van twee of meer apotheken kan toegestaan worden op voorwaarde dat :

— zij in dezelfde gemeente of een aangrenzende gemeente gevestigd zijn;

— na fusie, het aantal apotheken in elk van de betrokken gemeenten niet lager zal liggen dan het aantal apotheken dat met toepassing van artikel 1, § 2, vergund kan worden, en

op voorwaarde dat de apotheek die na de betrokken fusie zou worden gesloten, zich niet bevindt op een afstand als bedoeld in artikel 1, § 3bis, a, b of c, van de dichtstbijgelegen apotheek, en de behoeften dekt van het met die afstand overeenstemmend minimum-aantal inwoners.

§ 2. Gedurende een periode van tien jaar mag geen enkele apotheek geopend of overgebracht worden binnen een straal van 1,5 km rond de apotheek die na de fusie blijft bestaan.

Overbrenging van een bestaande apotheek binnen een straal van 100 meter of wegens overmacht, kan in deze zone evenwel toegestaan worden. » .

Art. 5. In artikel 4 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 19 april 1977 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 december 1981, 23 december 1983 en 3 april 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In bijlage van hoger vermeld formulier dient de aanvrager minstens volgende stukken mee te sturen :

1. Een gedetailleerd plan op schaal waarop de aanvrager nauwkeurig aanduidt :

— in het geval van een opening of een overbrenging :

de vestigingsplaats (desgevallend het grondplan), de plaats van en de afstanden tot de dichtstbijgelegen apotheken, evenals de vooropgestelde invloedssfeer van de geplande apotheek gestaafd door bevolkingscijfers, afgeleverd door een officiële dienst;

— in het geval van overbrenging in de onmiddellijke nabijheid :

de plaats van en de afstanden tot de dichtstbijgelegen apotheken, evenals de plaats van de huidige en de toekomstige apotheek en de afstand van overbrenging;

— in het geval van een fusie :

de plaats van en de afstanden tot de dichtstbijgelegen apotheken, evenals de plaats van de te fusioneren apotheken en de afstand tussen deze.

2. Het bewijs dat de daartoe gerechtigde aanvrager kan beschikken over de aangevraagde vestigingsplaats.

3. Een voor echt verklaarde fotokopie van het apothekersdiploma of, voor een rechtspersoon, een afschrift van de volledige statuten en eventueel de beslissing van volmacht aan de gemachtigde indiener van de aanvraag.

4. In geval van overbrenging of fusie, het bewijs dat de aanvrager de rechtmatige vergunninghouder is van de betrokken apotheek. »;

2° een § 2bis wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2bis. In afwijking van § 2 is, voor de aanvragen die worden ingediend na de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 8 december 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 september 1974 betreffende de opening, de overbrenging en de fusie van voor het publiek opengestelde apotheken, het onderzoek van de aanvraag afhankelijk gesteld van de betaling van een retributie :

— voor de opening van een apotheek, de overbrenging van een bestaande apotheek buiten haar onmiddellijke nabijheid of een hernieuwing : 150 000 frank;

— voor een overbrenging in de onmiddellijke nabijheid : 40 000 frank;

— voor een fusie : 50 000 frank;

— voor een tijdelijke overbrenging in de onmiddellijke nabijheid : 15 000 frank.

Les sommes dues en vertu du présent article doivent être versées ou transférées sur un numéro de compte destiné à cette fin.

Les demandes ne sont recevables que si elles sont valablement remplies et accompagnées de la preuve du paiement de la rétribution, fixée par la disposition correspondante. »

Art. 6. A l'article 6 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 19 avril 1977 et modifié par l'arrêté royal du 16 décembre 1981, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er} les mots "aux propriétaires" sont remplacés par "à chaque détenteur d'autorisation";

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Les demandes d'ouverture ou de transfert d'une officine :

1° introduites dans un délai à compter du jour de l'introduction de la première demande et jusqu'au quatre mois après la notification de cette première demande, et

2° portant sur une officine située dans un rayon de moins de 1,5 km de l'emplacement auquel se rapporte cette première demande,

sont examinées par la commission d'implantation conjointement avec la première demande. »

Art. 7. L'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 avril 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. Les commissions d'implantation peuvent ordonner des mesures d'instruction complémentaires, désigner une ou plusieurs personnes chargées d'y procéder et fixer un délai de maximum six mois dans lequel elles doivent déposer leurs conclusions. Les frais de l'instruction complémentaire sont à charge du demandeur, entre autre tous les frais éventuels payables à un géomètre désigné. Le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions peut également ordonner une instruction complémentaire; les frais qui en résultent sont à charge de l'Etat; leur montant ainsi que leurs conditions d'octroi sont fixés par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions. ».

Art. 8. L'article 15, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par les alinéas 2, 3 et 4, rédigés comme suit :

« Au cas où la commission d'implantation estime que la demande se rapporte à un transfert en dehors du voisinage immédiat, le secrétariat en informe le demandeur par lettre recommandée. Le demandeur peut, dans les soixante jours de cette notification, convertir sa demande en une demande de transfert en dehors du voisinage immédiat, en payant le supplément résultant de la différence entre le paiement pour le transfert à proximité immédiate et le transfert hors de la proximité immédiate, conformément à l'article 4, § 2 ou § 2bis, selon le cas.

Cette demande sera instruite conformément aux autres dispositions du présent arrêté.

Si dans un délai de trente jours suivant cette notification, le demandeur s'abstient de convertir de cette manière sa demande de transfert dans la proximité immédiate en un transfert en dehors du voisinage immédiat, il est réputé renoncer expressément à sa demande. » .

Art. 9. Dans le Chapitre III, il est inséré un article 15bis rédigé comme suit, qui a trait au transfert temporaire :

« Art. 15bis. § 1^{er}. Par dérogation aux dispositions des articles 6 et 7, la demande motivée de transfert temporaire d'une officine dans la proximité immédiate est notifiée par les soins du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions aux organisations professionnelles les plus représentatives.

De bedragen verschuldigd krachtens dit artikel moeten worden gestort of overgedragen op een rekeningnummer dat tot dat doel bestemd is.

De aanvragen zijn slechts ontvankelijk, indien ze deugdelijk zijn ingevuld, alsook het bewijs van betaling van de retributie, die vastgesteld is in de overeenkomstige bepaling, er bijgevoegd is. »

Art. 6. In artikel 6 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 19 april 1977 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 december 1981, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden "de eigenaars" vervangen door de woorden "elke vergunninghouder";

2° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De aanvragen tot opening of overbrenging van een apotheek, die :

1° worden ingediend gedurende een termijn die ingaat op de dag van de indiening van de eerste aanvraag en tot vier maand na de kennisgeving van die eerste aanvraag, en

2° betrekking hebben op een apotheek gelegen binnen een straal van minder dan 1,5 km van de vestigingsplaats waarop deze eerste aanvraag betrekking heeft,

worden door de vestigingscommissie samen met de eerste aanvraag onderzocht. » .

Art. 7. Artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 april 1997 wordt gewijzigd door :

« Art. 10. De vestigingscommissies mogen bijkomende onderzoeksmaatregelen bevelen, één of meer personen aanwijzen om ze te verrichten en een termijn van maximum zes maanden vaststellen binnen welke zij hun conclusies moeten indienen. De kosten van het aanvullend onderzoek komen ten laste van de aanvrager, ondermeer alle mogelijke kosten verschuldigd aan een aangeduide landmeter. Ook de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort kan een aanvullend onderzoek bevelen; de kosten hiervan komen ten laste van de Staat; hun bedrag evenals hun toekenningsvoorwaarden worden vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort. ».

Art. 8. Artikel 15, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door een tweede, derde en vierde lid luidend als volgt :

« Indien de vestigingscommissie van mening is dat de aanvraag betrekking heeft op een overbrenging buiten de onmiddellijke nabijheid, brengt het secretariaat dit per aangetekend schrijven ter kennis aan de aanvrager. De aanvrager kan binnen dertig dagen na de kennisgeving hiervan, zijn aanvraag omzetten in een aanvraag tot overbrenging buiten de onmiddellijke nabijheid, waarbij hij het supplement dient te betalen dat het verschil bedraagt tussen de betaling voor de overbrenging in de onmiddellijke nabijheid en de betaling voor de overbrenging buiten de onmiddellijke nabijheid, overeenkomstig artikel 4, § 2 of § 2bis, naargelang het geval.

Die aanvraag zal dan onderzocht worden overeenkomstig de andere bepalingen van dit besluit.

Indien binnen een termijn van dertig dagen na deze notificatie hiervan de aanvrager nalaat zijn aanvraag tot overbrenging in de onmiddellijke nabijheid aldus om te zetten in een aanvraag tot overbrenging buiten de onmiddellijke nabijheid, wordt deze geacht uitdrukkelijk afstand te doen van zijn aanvraag. » .

Art. 9. In Hoofdstuk III wordt een artikel 15bis ingevoegd betreffende de tijdelijke overbrenging, luidend als volgt :

« Art. 15bis. § 1. In afwijking van de bepalingen van de artikelen 6 en 7, wordt van de gemotiveerde aanvraag tot tijdelijke overbrenging van een apotheek in de onmiddellijke nabijheid door toedoen van de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, kennis gegeven aan de meest representatieve beroepsorganisaties.

Après un délai de quinze jours à dater de cette notification, la demande est directement soumise à la commission d'implantation; elle est accompagnée du rapport écrit de l'Inspecteur de la Pharmacie de la circonscription.

§ 2. L'autorisation de transfert temporaire d'une officine pharmaceutique mentionne la période pendant laquelle ce transfert est autorisé.

Après échéance du délai accordé, l'autorisation temporaire échoit et l'officine visée ne peut être ouverte au public qu'au site d'implantation initial.

Le délai accordé peut être prolongé, à titre exceptionnel et une seule fois, par le Ministre, après avis de la commission d'implantation, si le demandeur peut faire la preuve de l'existence de motifs impératifs. ».

Art. 10. Un nouveau Chapitre IIIbis, rédigé comme suit, est inséré après le Chapitre III :

« CHAPITRE IIIbis, FERMETURE D'UNE OFFICINE PHARMACEUTIQUE ET PROCEDURE.

Art. 15ter. § 1^{er}. Toute personne physique ou morale, détentrice d'une autorisation pour une officine ouverte au public, est tenue d'adresser au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, au plus tard soixante jours après la fermeture temporaire de cette officine, une demande visant le maintien de l'autorisation, dans le cas où la période de fermeture est supérieure à soixante jours.

§ 2. Le détenteur de l'autorisation pour une officine fermée depuis plus de soixante jours au moment de l'entrée en vigueur de cette disposition, adressera au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, au plus tard soixante jours après l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 8 décembre 1999 modifiant l'arrêté royal du 25 septembre 1974 concernant l'ouverture, le transfert et la fusion d'officines pharmaceutiques ouvertes au public, une demande de maintien de l'autorisation, sauf si la demande visant le transfert de l'officine n'a pas fait l'objet d'une décision ministérielle.

§ 3. La demande de maintien de l'autorisation d'une officine ouverte au public est adressée, par lettre recommandée au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, sur formulaires délivrés à cet effet par l'Inspection générale de la Pharmacie.

Dès réception de la demande, celle-ci est inscrite dans un registre ad hoc. La date de la poste détermine l'ordre de la demande.

§ 4. La demande de maintien de l'autorisation visée aux §§ 1^{er}, 2 et 3 donne lieu au paiement simultané d'une rétribution de 10 000 francs.

Les sommes dues en vertu des dispositions du présent article doivent être versées ou transférées sur un numéro de compte destiné à cette fin.

§ 5. Les demandes motivées, telles que visées au présent article, ne sont recevables que si elles sont valablement remplies et accompagnées de la preuve du paiement de la rétribution visée au § 4.

§ 6. Par dérogation aux dispositions des articles 6 et 7, la demande de maintien de l'autorisation d'une officine est notifiée, par les soins du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, aux organisations professionnelles les plus représentatives.

Après un délai de trente jours à dater de cette notification, la demande est directement soumise à la commission d'implantation; elle est accompagnée d'un rapport écrit de l'Inspecteur de la Pharmacie de la circonscription.

§ 7. La décision relative au maintien de l'autorisation de l'officine pharmaceutique ouverte au public expire après trois ans ou avant cette date, notamment à la réouverture de la pharmacie à la dernière adresse ayant fait l'objet d'une autorisation, ou lors de l'obtention d'une autorisation de transfert de l'officine.

Art. 15quater. § 1^{er}. La demande de fermeture définitive d'une officine ouverte au public est adressée par lettre recommandée au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

Dès réception de la demande, celle-ci est inscrite dans un registre ad hoc. La date de la poste détermine l'ordre de la demande.

Na een termijn van vijftien dagen te rekenen vanaf deze kennisgeving, wordt de aanvraag rechtstreeks voorgelegd aan de vestigingscommissie, samen met een schriftelijk rapport van de Farmaceutisch Inspecteur van het ambtsgebied.

§ 2. De vergunning tot tijdelijke overbrenging van een apotheek vermeldt de periode gedurende dewelke die overbrenging wordt toegestaan.

Na het verstrijken van die toegestane periode vervalt de tijdelijke vergunning en mag de betrokken apotheek enkel op de oorspronkelijke vestigingsplaats geopend zijn voor het publiek.

De toegestane periode kan door de Minister, na advies van de vestigingscommissie, uitzonderlijk éénmalig worden verlengd, indien de aanvrager kan bewijzen dat er dwingende redenen voorhanden zijn. ».

Art. 10. Na Hoofdstuk III wordt een nieuw Hoofdstuk IIIbis ingevoegd, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK IIIbis, SLUITING VAN EEN APOTHEEK EN PROCEDURE.

Art. 15ter. § 1. Ieder natuurlijk of rechtspersoon, houder van een vergunning van een voor het publiek opengestelde apotheek is verplicht om, ten laatste zestig dagen na de dag van de tijdelijke sluiting van deze apotheek, aan de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, een aanvraag te richten voor het behoud van de vergunning, indien de periode gedurende de welke deze gesloten is, meer dan zestig dagen bedraagt.

§ 2. De vergunninghouder van een apotheek die reeds meer dan zestig dagen gesloten is bij het van kracht worden van deze bepaling zal, ten laatste zestig dagen na de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 8 december 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 september 1974 betreffende de opening, de overbrenging en de fusie van voor het publiek opengestelde apotheken, aan de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, een aanvraag richten voor het behoud van de vergunning, behalve indien de ingediende aanvraag tot overbrenging van de apotheek niet is afgehandeld met een ministeriële beslissing.

§ 3. De aanvraag tot behoud van de vergunning van een voor het publiek opengestelde apotheek wordt bij aangetekende brief gestuurd aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, op formulieren die daartoe door de Algemene Farmaceutische Inspectie worden afgeleverd.

De aanvraag wordt bij ontvangst onmiddellijk ingeschreven in een daartoe bestemd register. De postdatum bepaalt de volgorde van de aanvraag.

§ 4. De aanvraag tot het behoud van de vergunning bedoeld in §§ 1, 2 en 3 geeft aanleiding tot het gelijktijdig betalen van een retributie van 10 000 frank.

De bedragen verschuldigd krachtens de bepalingen van dit artikel worden gestort of overgedragen op een rekeningnummer dat tot dat doel is bestemd.

§ 5. De gemotiveerde aanvragen, zoals bedoeld in dit artikel, zijn slechts ontvankelijk, indien ze deugdelijk zijn ingevuld, alsook het bewijs van betaling van de retributie, bedoeld in § 4, er bijgevoegd is.

§ 6. In afwijking van de bepalingen van de artikelen 6 en 7, wordt van de aanvraag tot het behoud van de vergunning van een apotheek door toedoen van de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, kennis gegeven aan de meest representatieve beroepsorganisaties.

Na een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf deze kennisgeving, wordt de aanvraag rechtstreeks voorgelegd aan de vestigingscommissie, samen met een schriftelijk rapport van de Farmaceutisch Inspecteur van het ambtsgebied.

§ 7. De beslissing waarbij het behoud van de vergunning van de voor het publiek opengestelde apotheek wordt toegestaan, vervalt na drie jaar, of eerder, namelijk bij het heropenen van de apotheek op het laatste adres waarvoor de vergunning is verleend, of bij het verkrijgen van een vergunning tot overbrenging van de apotheek.

Art. 15quater. § 1. De aanvraag tot de definitieve sluiting van een voor het publiek opengestelde apotheek wordt bij aangetekende brief gestuurd aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort.

De aanvraag wordt bij ontvangst onmiddellijk ingeschreven in een daartoe bestemd register. De postdatum bepaalt de volgorde van de aanvraag.

Par dérogation aux dispositions des articles 6 et 7, la demande de fermeture définitive d'une officine dans la proximité immédiate est notifiée par les soins du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions aux organisations professionnelles les plus représentatives.

Après un délai de trente jours à dater de cette notification, la demande est directement soumise au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions; elle est accompagnée du rapport écrit de l'Inspecteur de la Pharmacie de la circonscription.

§ 2. Si une officine est fermée définitivement, le Ministre retire l'autorisation.

Art. 15quinquies. Lorsqu'il est constaté qu'une pharmacie est fermée sans qu'une demande de maintien de l'autorisation visée à l'article 15ter n'ait été introduite, et sans que la fermeture définitive n'ait été portée à la connaissance du Ministre conformément à l'article 15quater, l'Inspection générale de la Pharmacie enverra une sommation sous pli recommandé au détenteur de l'autorisation. Une copie de celle-ci est notifiée aux organisations professionnelles les plus représentatives.

Lorsque le détenteur de l'autorisation n'a pas introduit de demande de maintien de l'autorisation dans les soixante jours, et n'a pas communiqué la fermeture définitive, l'Inspection générale de la Pharmacie envoie une seconde sommation.

Lorsque le détenteur de l'autorisation n'a toujours introduit aucune demande de maintien de l'autorisation dans les soixante jours suivant la seconde sommation, et n'a pas non plus communiqué la fermeture définitive, l'autorisation est retirée par le Ministre.

Art. 15sexies. Il y a possibilité d'introduire une demande d'ouverture ou de transfert d'une officine, si après la fermeture définitive d'une officine, visée aux articles 15quater et 15quinquies, le nombre d'officines dans la commune concernée serait inférieur au nombre d'officines pouvant être autorisées en application de l'article 1^{er}, § 2, ou si l'officine fermée se trouve à une distance visée à l'article 1^{er}, § 3bis, a, b ou c, par rapport à l'officine la plus proche, et couvre les besoins du nombre minimum d'habitants correspondant. Cette possibilité d'introduire une demande d'ouverture ou de transfert d'une officine est publiée au *Moniteur belge*, par les soins du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions. Les demandes doivent être introduites dans les soixante jours suivant la date de cette publication, conformément aux dispositions de l'article 4. » .

Art. 11. L'intitulé du Chapitre IV, avant l'article 16 du même arrêté, est remplacé par les mots "Dispositions concernant les commissions d'implantation".

Art. 12. L'article 16, alinéa 3, du même arrêté est complété comme suit :

« Le pharmacien-secrétaire est assisté par des membres du personnel, statutaire ou contractuel, parmi lesquels un secrétaire suppléant peut être désigné par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions. » .

Art. 13. Dans le même arrêté, il est inséré après l'article 19, un Chapitre V, intitulé comme suit : "Procédure d'enregistrement".

Art. 14. L'article 20 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 20. § 1^{er}. Tout propriétaire d'une officine régulièrement ouverte au public avant le 4 juillet 1973, ainsi que tout détenteur d'une autorisation telle que visée à l'article 4, § 3, 1^o de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, doit, dans les cent vingt jours suivant l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 8 décembre 1999 modifiant l'arrêté royal du 25 septembre 1974 concernant l'ouverture, le transfert et la fusion d'officines pharmaceutiques ouvertes au public, faire enregistrer par lettre recommandée au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, les données suivantes, sur formulaires, accompagnés d'annexes, délivrés à cet effet par l'Inspection générale de la Pharmacie :

- 1° son identité ou sa raison sociale et ses statuts;
- 2° l'adresse de l'officine pharmaceutique;
- 3° l'identité du pharmacien-titulaire;
- 4° la date d'ouverture de l'officine au lieu d'implantation actuel;
- 5° la date de cession de l'officine, le cas échéant;
- 6° le cas échéant, la date de la fermeture définitive ou temporaire ou la date du transfert temporaire.

In afwijking van de bepalingen van de artikelen 6 en 7, wordt van de aanvraag tot definitieve sluiting van een apotheek in de onmiddellijke nabijheid door toedoen van de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, kennis gegeven aan de meest representatieve beroepsorganisaties.

Na een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf deze kennisgeving, wordt de aanvraag rechtstreeks voorgelegd aan de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, samen met een schriftelijk rapport van de Farmaceutisch Inspecteur van het ambtsgebied.

§ 2. Indien een apotheek definitief wordt gesloten, trekt de Minister de vergunning in.

Art. 15quinquies. Indien vastgesteld wordt dat een apotheek gesloten is zonder dat een aanvraag voor het behoud van de vergunning is ingediend, als bedoeld in artikel 15ter, en zonder dat een definitieve sluiting ter kennis van de Minister is gebracht, als bedoeld in artikel 15quater, zendt de Algemene Farmaceutische Inspectie bij aangetekend schrijven een aanmaning aan de vergunninghouder. Een afschrift daarvan wordt gezonden aan de meest representatieve beroepsorganisaties.

Indien de vergunninghouder binnen een termijn van zestig dagen geen aanvraag voor het behoud van de vergunning heeft ingediend, en evenmin een definitieve sluiting ter kennis heeft aangebracht, zendt de algemene farmaceutische Inspectie een tweede aanmaning.

Indien de vergunninghouder binnen een termijn van zestig dagen, te rekenen van de tweede aanmaning, nog geen aanvraag voor het behoud van de vergunning heeft ingediend, en evenmin een definitieve sluiting ter kennis heeft gebracht, trekt de Minister de vergunning in.

Art. 15sexies. Er is mogelijkheid tot opening of tot overbrenging van een apotheek, indien na de definitieve sluiting van een apotheek, zoals bedoeld in de artikelen 15quater en 15quinquies, het aantal apotheken in de betrokken gemeente lager zou liggen, dan het aantal apotheken dat met toepassing van artikel 1, § 2, vergund kan worden, of indien de gesloten apotheek zich bevindt op een afstand als bedoeld in artikel 1, § 3bis, a, b of c, van de dichtstbijgelegen apotheek, en de behoeften dekt van het met die afstand overeenstemmend minimumaantal inwoners. Deze mogelijkheid tot het indienen van een aanvraag tot opening of overbrenging, wordt door de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*. De aanvragen dienen binnen de zestig dagen na datum van deze publicatie ingediend te worden volgens de bepalingen van artikel 4. » .

Art. 11. Het opschrift van Hoofdstuk IV, vóór artikel 16 van hetzelfde besluit, wordt vervangen door de woorden "Bepalingen inzake de vestigingscommissies".

Art. 12. Artikel 16, derde lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« De apotheker-secretaris wordt bijgestaan door statutaire of contractuele personeelsleden, waaronder een plaatsvervangend secretaris kan worden aangeduid door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort. » .

Art. 13. In hetzelfde besluit wordt na artikel 19 een Hoofdstuk V ingevoegd, waarvan het opschrift luidt als volgt : "Registratieprocedure".

Art. 14. Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 20. § 1. Elke eigenaar van een rechtmatig voor het publiek opengestelde apotheek vóór 4 juli 1973, en elke houder van een vergunning bedoeld in artikel 4, § 3, 1^o van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, dient binnen de honderdtwintig dagen na de inwerking-treding van het koninklijk besluit van 8 december 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 september 1974 betreffende de opening, de overbrenging en de fusie van voor het publiek opengestelde apotheken, per aangetekend schrijven aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, de volgende gegevens te laten registreren op formulieren, vergezeld van bijlagen, die daartoe door de Algemene Farmaceutische Inspectie worden afgeleverd :

- 1° zijn identiteit of zijn benaming en statuten;
- 2° het adres van de apotheek;
- 3° de identiteit van de apotheker-titularis;
- 4° de datum van de opening van de apotheek op de huidige vestigingsplaats;
- 5° de datum van overdracht van de apotheek, in voorkomend geval;
- 6° in voorkomend geval, de datum van de definitieve of tijdelijke sluiting of de datum van tijdelijke overbrenging van de apotheek.

Les formulaires d'enregistrement peuvent être groupés en vue de leur introduction, à condition que chacune des annexes soit informatisée, conformément aux spécifications fixées par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

§ 2. Le détenteur de l'autorisation relative à une officine pharmaceutique, ouverte au public après l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 8 décembre 1999 modifiant l'arrêté royal du 25 septembre 1974 concernant l'ouverture, le transfert et la fusion d'officines pharmaceutiques ouvertes au public, doit faire enregistrer, par lettre recommandée au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, dans les soixante jours suivant l'ouverture de l'officine, les données visées au § 1^{er}.

§ 3. Le détenteur de l'autorisation relative à toute officine ouverte au public est dans l'obligation de faire enregistrer, par lettre recommandée au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, toute modification aux données visées au § 1^{er}, dans les soixante jours suivant cette modification.

§ 4. La procédure d'enregistrement visée au § 1^{er} doit également être suivie dans les soixante jours après la cession d'une officine régulièrement ouverte au public, conformément à l'arrêté royal du 13 avril 1977 fixant les règles permettant de déterminer la valeur de transmission des officines pharmaceutiques et de surveiller cette transmission.

§ 5. Les enregistrements visés aux §§ 1^{er}, 2, 3 et 4 sont soumis au paiement d'une rétribution de :

5 000 francs pour le premier enregistrement d'une officine;

en cas d'un enregistrement groupé (minimum dix enregistrements), accompagné des annexes informatisées comme visé au § 1^{er} du présent article, cette rétribution sera réduite à 1 000 francs ou à 2 000 francs, si une première autorisation doit aussi être accordée.

2 000 francs : pour tout changement de pharmacien titulaire;

5 000 francs : pour chaque cession;

2 000 francs : pour toute autre modification;

1 000 francs : pour toute copie supplémentaire.

§ 6. Les sommes dues en vertu du présent article doivent être versées ou transférées sur un numéro de compte destiné à cette fin.

Les demandes d'enregistrement telles que visées au présent article, ne sont recevables que si elles sont valablement remplies et accompagnées de la preuve du paiement de la rétribution, fixée par les dispositions correspondantes.

§ 7. Le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions peut charger un pharmacien-fonctionnaire de la coordination des enregistrements visés au présent article.

§ 8. Comme preuve du suivi de la procédure d'enregistrement du présent article, une attestation d'enregistrement est envoyée.

Les attestations d'enregistrement consécutives, ou au moins une copie visée au § 5, doivent être conservées précieusement dans l'officine ouverte au public, concernée.

En outre, chaque autorisation personnelle, ou au moins une photocopie, doit être conservée précieusement dans l'officine ouverte au public, concernée, à l'exception de :

— l'autorisation d'ouverture :

chez le détenteur de l'autorisation, jusqu'à la veille de l'ouverture de la nouvelle officine;

— l'autorisation de transfert ou de transfert temporaire :

dans l'officine existante, jusqu'à la veille du transfert de l'officine vers l'adresse nouvellement autorisée;

— dans le cas d'une fermeture définitive ou d'une cession de l'officine :

l'autorisation doit être renvoyée par lettre recommandée à l'Inspection générale de la Pharmacie.

Toutes les attestations et autorisations, visées aux alinéas 1^{er} et 2, doivent être présentées sur demande d'un fonctionnaire de l'Inspection générale de la Pharmacie. » .

Art. 15. Un article 20bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 20bis. § 1^{er}. Tout demandeur visé à l'article 4, § 3ter de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 précité, y compris pour les cas visés à l'article 4, § 3quater, alinéa 1^{er}, 3°, 4° ou 5°, de cet arrêté, sauf si le détenteur initial est toujours détenteur de l'autorisation qui a été délivrée après le 4 juillet 1973, est considéré comme étant titulaire d'une autorisation temporaire pendant un délai de deux ans, à compter de

Registratieformulieren mogen gegroepeerd ingediend worden, op voorwaarde dat elk van de bijlagen opgesteld is in geïnformatiseerde vorm, overeenkomstig de specificaties vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort.

§ 2. De houder van een vergunning voor een apotheek, voor het publiek opengesteld na de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 8 december 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 september 1974 betreffende de opening, de overbrenging en de fusie van voor het publiek opengestelde apotheken, moet per aangetekend schrijven aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, en binnen zestig dagen na de opening van de apotheek, de in § 1 bedoelde gegevens laten registreren.

§ 3. De vergunninghouder van elke voor het publiek opengestelde apotheek moet, per aangetekende brief aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, elke wijziging van de in § 1, bedoelde gegevens laten registreren, en dit binnen de zestig dagen na de wijziging.

§ 4. De registratieprocedure bedoeld in § 1 moet eveneens worden gevolgd binnen de zestig dagen na de overdracht van een rechtmatig voor het publiek opengestelde apotheek, overeenkomstig het koninklijk besluit van 13 april 1977 tot vaststelling van de regels die toelaten de waarde van de overdracht der apotheken vast te stellen en toezicht uit te oefenen op deze overdracht.

§ 5. De registraties bedoeld in de §§ 1, 2, 3 en 4 zijn onderworpen aan een retributie van :

5 000 frank voor de eerste registratie van de apotheek;

in het geval van een gegroepeerde registratie (minimum tien registraties) met geïnformatiseerde bijlagen, zoals bedoeld in § 1 van dit artikel, wordt dit verminderd tot 1 000 frank of tot 2 000 frank, indien er ook een eerste vergunning moet worden verleend.

2.000 frank : bij elke wijziging van de apotheker-titularis;

5 000 frank : bij elke overdracht;

2 000 frank : bij elke andere wijziging;

1 000 frank : voor elk bijkomend afschrift.

§ 6. De bedragen verschuldigd krachtens dit artikel worden gestort of overgedragen op een rekeningnummer dat tot dat doel bestemd is.

De aanvragen tot registratie, zoals bedoeld in dit artikel, zijn slechts ontvankelijk indien ze deugdelijk zijn ingevuld, alsook het bewijs van betaling van de retributie, die vastgesteld is in de overeenkomstige bepalingen, er bijgevoegd is.

§ 7. De Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort kan een apotheker-ambtenaar belasten met de coördinatie van de registraties bedoeld in dit artikel.

§ 8. Als bewijs van het volgen van de registratieprocedure, bepaald in dit artikel, zal een registratie-attest worden toegestuurd.

De opeenvolgende registratie-attesten, of minstens een afschrift zoals bedoeld in § 5, dienen zorgvuldig te worden bewaard in de desbetreffende voor het publiek opengestelde apotheek.

Daarenboven dient elke persoonlijke vergunning, of minstens een fotokopie ervan, in de desbetreffende voor de publiek opengestelde apotheek zorgvuldig te worden bewaard, met uitzondering van :

— een vergunning tot de opening :

bij de vergunninghouder, tot de dag vóór de opening van de nieuwe apotheek;

— een vergunning tot overbrenging of tijdelijke overbrenging :

in de apotheek op het huidig vergunde adres tot de dag vóór de overbrenging van de apotheek naar het nieuw vergunde adres;

— bij een definitieve sluiting of de overdracht van de apotheek :

de vergunning dient per aangetekend schrijven te worden overgemaakt aan de Algemene Farmaceutische Inspectie.

Alle in het eerste en tweede lid bedoelde attesten en vergunningen dienen op aanvraag van een ambtenaar van de Algemene Farmaceutische Inspectie te worden voorgelegd. » .

Art. 15. In hetzelfde besluit wordt een artikel 20bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 20bis. § 1. Elke aanvrager bedoeld in artikel 4, § 3ter, van het voornoemde koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967, inbegrepen voor de gevallen bedoeld in artikel 4, § 3quater, eerste lid, 3°, 4° of 5°, van dat besluit, behalve als de oorspronkelijke vergunninghouder nog de houder is van de vergunning die werd verleend na 4 juli 1973, wordt geacht te beschikken over een tijdelijke vergunning, gedurende

l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 8 décembre 1999 modifiant l'arrêté royal du 25 septembre 1974 concernant l'ouverture, le transfert et la fusion d'officines pharmaceutiques ouvertes au public.

Ce délai est prolongé jusqu'à ce que la procédure relative à la demande de régularisation visée au § 2, soit terminée.

En tout état de cause, l'autorisation temporaire n'est valable que jusqu'à l'obtention d'une autorisation définitive.

§ 2. A titre transitoire, tout demandeur visé à l'article 4, § 3^{quater}, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 précité, peut introduire une demande de régularisation dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 8 décembre 1999 modifiant l'arrêté royal du 25 septembre 1974 concernant l'ouverture, le transfert et la fusion d'officines pharmaceutiques ouvertes au public :

— pour les cas visés à l'article 4, § 3^{quater}, alinéa 1^{er}, 3° de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 précité :

doit communiquer, à cet effet, le nom d'un seul détenteur d'autorisation comme cessionnaire, par lettre recommandée au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions;

— pour les cas visés à l'article 4, § 3^{quater}, alinéa 1^{er}, 4°, de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 précité :

doit, à cet effet, appliquer la réglementation en vigueur en matière de cession d'une officine, à l'exception d'un cas de force majeure dûment prouvé où un document déterminé ne pourrait plus être soumis;

— pour les cas visés à l'article 4, § 3^{quater}, alinéa 1^{er}, 5°, de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 précité :

doit, à cet effet, introduire une demande d'autorisation de transfert, conformément aux dispositions de l'article 4.

La régularisation visée à l'article 20^{bis}, § 2, ne peut s'obtenir que si, après l'introduction de la demande, il est constaté que l'autorisation remplit les conditions relatives à sa conformité. » .

Art. 16. Les articles 21 et 22 du même arrêté sont insérés dans un nouveau Chapitre VI, intitulé comme suit : "Dispositions finales".

Art. 17. En ce qui concerne les demandes introduites avant l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 8 décembre 1999 modifiant l'arrêté royal du 25 septembre 1974 concernant l'ouverture, le transfert et la fusion d'officines pharmaceutiques ouvertes au public, le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, ou les commissions d'implantation, peuvent demander aux demandeurs de présenter les documents cités à l'article 4, § 1^{er} au cas où ces documents n'auraient pas encore été introduits et que le dossier n'aurait pas encore été clôturé par une décision ministérielle. Ces pièces doivent être envoyées par lettre recommandée, en même temps que l'inventaire de ces documents, dans les nonante jours suivant la demande écrite.

Art. 18. L'article 4, § 3^{quinqüies} de l'arrêté royal n° 78 précité et l'article 4 de la loi du 13 mai 1999 portant des dispositions diverses "Santé publique" entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté royal au *Moniteur belge*.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de :

— l'article 2 qui entre en vigueur le 8 décembre 1999;

— l'article 6 qui ne s'applique qu'aux demandes qui n'ont pas été notifiées à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, conformément à l'article 6 de l'arrêté royal du 25 septembre 1974 précité, et aux demandes introduites à partir de cette date d'entrée en vigueur.

Art. 20. Notre Ministre de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 décembre 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Santé publique,
Mme M. AELVOET

een termijn die twee jaar bedraagt, te rekenen vanaf de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 8 december 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 september 1974 betreffende de opening, de overbrenging en de fusie van voor het publiek opengestelde apotheken.

Die termijn wordt verlengd tot op het ogenblik waarop de procedure van de aanvraag tot regularisatie, bedoeld in § 2, is beëindigd.

De tijdelijke vergunning blijft in elk geval slechts geldig tot aan het verkrijgen van een definitieve vergunning.

§ 2. Bij wijze van overgangsmaatregel, kan elke aanvrager bedoeld in artikel 4, § 3^{quater}, tweede lid, van het voornoemd koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967, een aanvraag tot regularisatie indienen binnen een termijn van een jaar, te rekenen vanaf de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 8 december 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 september 1974 betreffende de opening, de overbrenging en de fusie van voor het publiek opengestelde apotheken :

— voor de gevallen bedoeld in artikel 4, § 3^{quater}, eerste lid, 3°, van het voornoemde koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 :

dient daartoe bij aangetekend schrijven aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, de naam van één vergunninghouder als overnemer bekend te maken;

— voor de gevallen bedoeld in artikel 4, § 3^{quater}, eerste lid, 4°, van het voornoemde koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 :

dient daartoe de geldende regelgeving inzake de overdracht van een apotheek te volgen, behalve in het geval waarin, ten gevolge van een duidelijk bewezen overmacht, een bepaald document niet meer voorgelegd zou kunnen worden;

— voor de gevallen bedoeld in artikel 4, § 3^{quater}, eerste lid, 5°, van het voornoemde koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 :

dient daartoe een aanvraag tot vergunning voor de overbrenging in te dienen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 4.

De regularisatie als bedoeld in artikel 20^{bis}, § 2, kan slechts worden verkregen als, na het indienen van de aanvraag, wordt vastgesteld dat de vergunning beantwoordt aan de vereisten die gelden voor de rechtmatigheid ervan. » .

Art. 16. De artikelen 21 en 22 van hetzelfde besluit worden ondergebracht in een nieuw Hoofdstuk VI, waarvan het opschrift luidt als volgt "Slotbepalingen".

Art. 17. Voor wat betreft de aanvragen die werden ingediend vóór de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 8 december 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 september 1974 betreffende de opening, de overbrenging en de fusie van voor het publiek opengestelde apotheken, kunnen de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, of de vestigingscommissies, de aanvrager vragen de in artikel 4, § 1 vermeldde stukken voor te leggen, in het geval dat deze stukken nog niet werden neergelegd en het dossier nog niet afgesloten is met een ministeriële beslissing. Deze stukken dienen binnen de negentig dagen na het schriftelijk verzoek en per aangetekende brief te worden opgestuurd tegelijk met de inventaris van de stukken.

Art. 18. Artikel 4, § 3^{quinqüies} van het voornoemde koninklijk besluit nr. 78 en artikel 4 van de wet van 13 mei 1999 houdende diverse bepalingen "Volksgezondheid" treden in werking de dag waarin dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van :

— artikel 2 dat in werking treedt op 8 december 1999;

— artikel 6 dat slechts van toepassing is op de aanvragen die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit nog niet werden genotificeerd, volgens artikel 6 van het voornoemde koninklijk besluit van 25 september 1974, en op de aanvragen die vanaf deze datum van inwerkingtreding worden ingediend.

Art. 20. Onze Minister van Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 december 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. M. AELVOET